



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Défense

L'Espagne renonce à acheter des F-35 américains

L'Espagne, qui prévoit d'acquérir plusieurs dizaines d'avions de chasse, a opté pour des appareils européens, a indiqué mercredi le ministère espagnol de la ... • (Page 08)

Hiroshima, 80 ans après

Un « véritable changement » est nécessaire pour mettre fin à la menace nucléaire
Le monde a changé à jamais il y a 80 ans ce mercredi, lorsque les États-Unis ont largué une bombe atomique sur ... • (Page 09)

Mise en œuvre de la ZLECAF

Le forum Biashara Africa annoncé à Lomé en octobre

• (Page 03)

Togo-Japon

Signature de la convention du don alimentaire KR 2025

Le Togo et le Japon réaffirment leur partenariat de longue date mardi 5 août 2025 à Lomé, par la signature d'un ... • (Page 02)

Dapaong

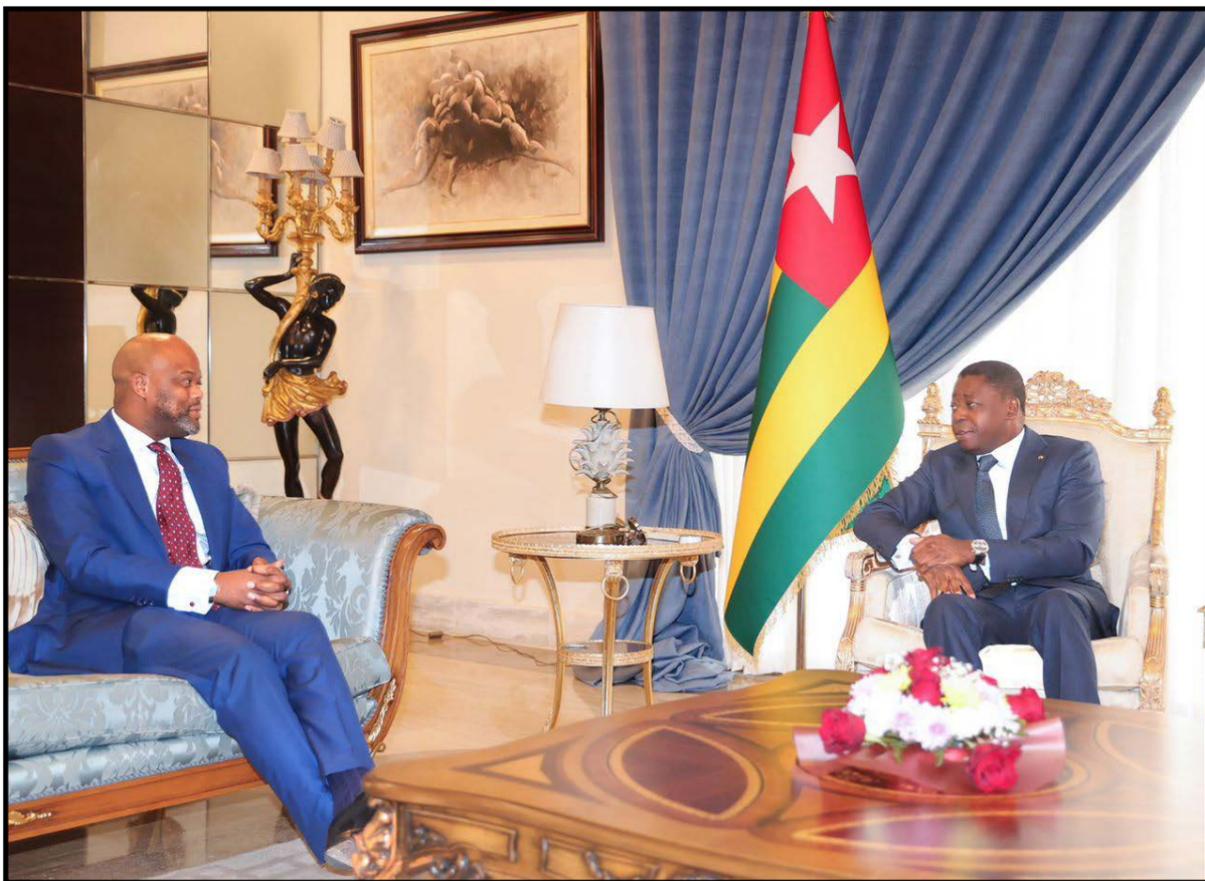
3ème session ordinaire du conseil régional des savanes

Le Conseil régional des Savanes a inauguré sa troisième session ordinaire de l'année 2025 le mardi 5 août à Dapaong. Pendant dix jours, ... • (Pages 04)

Economie numérique

La Banque mondiale copréside l'Alliance MADE : Afrique

Le Groupe de la Banque mondiale vient d'accepter la coprésidence de l'Alliance pour la mobilisation de l'accès à l'économie numérique - MADE (Mobilizing Access to the Digital ... • (Page 06)



Développement agricole

• (Page 04)

A Kara, la CCI-Togo s'engage pour le succès de l'agropole

Camp des presbytres du Togo

Les membres appelés à être toujours éveillés et vigilants

Les presbytres de l'Eglise évangélique presbytérienne du Togo ont été appelés, le dimanche 3 août à Kpalimé, à être toujours éveillés et à accomplir leur ... • (Page 11)



CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

8866 Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

www.canalbox.tg

Togo-Japon

Signature de la convention du don alimentaire KR 2025

Le Togo et le Japon réaffirment leur partenariat de longue date mardi 5 août 2025 à Lomé, par la signature d'un accord d'assistance alimentaire pour l'année fiscale japonaise 2025. Ce don de 200 millions de yens (environ 800 millions de F CFA) destiné à l'acquisition de riz subventionné traduit une coopération multiforme qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir la transformation agricole du Togo.

• Junior Aredola

La cérémonie de signature et d'échange de note s'est déroulée au cabinet du ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural, en présence de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Togo et du ministre togolais de l'Agriculture, Monsieur Antoine Lekpa GBEBENI. Ce don, d'un montant de 200 millions de yens japonais, soit environ 800 millions de francs CFA, est spécifiquement alloué à l'acquisition de riz. Ce riz sera ensuite vendu à un prix subventionné, bénéficiant directement aux populations les plus vulnérables du Togo. L'ambassadeur du Japon a souligné que « Ce projet symbolise les relations étroites et historiques qui unissent nos deux pays depuis l'indépendance du Togo », insistant sur l'importance de ce soutien dans un contexte mondial marqué par la volatilité des prix des denrées alimentaires. Le Ministre GBEBENI a exprimé sa profonde gratitude, rappelant que ce don s'ajoute à une longue série de soutiens multiformes. Il a notamment



mentionné la réception de 2 275 tonnes de riz au titre du KR 2023 (d'une valeur d'un milliard de F CFA) et l'arrivée prochaine de 1 628 tonnes supplémentaires au titre du KR 2024. Au-delà de l'aide alimentaire, le Japon accompagne activement le Togo dans sa stratégie de transformation agricole. Cet appui se manifeste par la fourniture de matériels agricoles essentiels (tracteurs, bulldozers, excavateurs, camions bennes) et la dotation en engrais. En 2024, une enveloppe de 2,2 milliards de F CFA a permis l'acquisition de 5 000 tonnes d'engrais pour stimuler la productivité agricole, en particulier dans les Zones d'Aménagements Agricoles Planifiées (ZAAP), où les résultats sont déjà visibles. Il est également important de noter que les fonds générés par la vente du riz KR sont réinvestis

dans des projets structurants, avec un accent particulier sur la mécanisation agricole. À titre d'exemple, plus de 2 milliards de F CFA de fonds de contrepartie ont été mobilisés en 2023 pour acquérir 130 tracteurs afin de soutenir les producteurs togolais.

Au nom de la souveraineté alimentaire

Le partenariat entre le Togo et le Japon est un modèle de coopération gagnant-gagnant qui va bien au-delà de la simple assistance. En fournissant du riz à prix subventionné, le Japon contribue directement à la sécurité alimentaire des populations vulnérables, tout en permettant au Togo de générer des fonds de contrepartie. Ces fonds sont ensuite réinvestis de manière stratégique dans la mécanisation agricole, créant un cercle vertueux : l'aide alimentaire d'aujourd'hui finance la productivité agricole de demain. L'accent mis sur la fourniture de matériel agricole et d'engrais démontre une compréhension profonde des besoins du secteur agricole togolais. Ces appuis ciblés sont essentiels pour moderniser l'agriculture, accroître les rendements et réduire la dépendance aux importations.

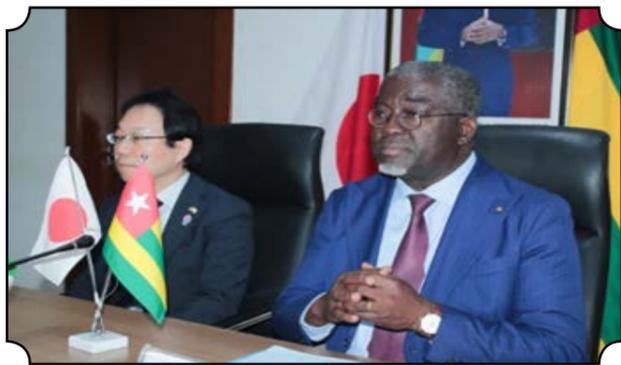


Image du jour

**BIENVENUE CHEZ
BB LOMÉ S.A !**

**Laura
GRELLET**

Nomination : Laura GRELLET rejoint BB Lomé en tant que Directrice Commerciale et Marketing.
Parcours : Diplômée d'une grande école de commerce, elle dispose d'une expérience internationale en Europe et en Afrique.
Expertise : Elle cumule plus de 15 ans d'expérience dans les biens de consommation, le marketing et le pilotage d'équipes.
Vision : Engagée et orientée résultats, elle contribuera au renforcement de notre dynamique commerciale.

AUX DÉCIDEURS ...

Moteurs de la cherté de la vie

Les récentes données de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED) sont claires : l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) au Togo a atteint 106,1 en juin 2025, marquant une progression de 1,5% tant sur un an que par rapport au mois précédent. Derrière ces chiffres se cache une réalité préoccupante pour les ménages togolais : une pression inflationniste continue qui grignote leur pouvoir d'achat, particulièrement sur les biens de première nécessité.

L'analyse de l'INSEED révèle que cette hausse est principalement tirée par des postes de dépenses essentiels. Les "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" ont vu leurs prix augmenter de 2,8% sur un an et de 3,9% sur un mois, un signal d'alarme pour la sécurité alimentaire des familles. Les "Restaurants et services d'hébergement" (+4,4% sur un an, +1,8% sur un mois) et le "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,4% sur un an, +1,1% sur un mois) contribuent également de manière significative à cette spirale inflationniste.

Cette dynamique inflationniste n'est pas qu'un phénomène passager. La hausse des prix dans le secteur primaire (+6,0%) suggère des défis persistants dans la production agricole et les chaînes d'approvisionnement locales. La progression des prix dans le tertiaire (+1,1%) et les services (+1,1%) indique une inflation plus généralisée, au-delà des seuls biens. L'augmentation de l'inflation sous-jacente, qui exclut les éléments les plus volatils comme l'énergie et les produits frais, confirme que la pression sur les prix est plus structurelle que conjoncturelle. De plus, la contribution des produits d'"Origine UEMOA" à cette hausse souligne des dynamiques de prix régionales qui influencent le marché togolais.

Pour les ménages, cela se traduit par une érosion du pouvoir d'achat, rendant l'accès aux besoins fondamentaux plus difficile. Les familles les plus vulnérables sont les premières touchées, risquant de voir leur qualité de vie se dégrader et leur sécurité alimentaire menacée.

Face à cette situation, il est impératif que les autorités togolaises redoublent d'efforts pour maîtriser cette inflation. Des mesures ciblées sont nécessaires pour stabiliser les prix des denrées alimentaires de base, soutenir la production agricole locale, optimiser les chaînes de distribution et, si nécessaire, envisager des mécanismes de protection sociale pour les populations les plus affectées.

La vigilance de l'INSEED est louable, mais les chiffres doivent se traduire par des actions concrètes. La stabilité des prix est un pilier fondamental de la stabilité sociale et économique. Il est temps d'assurer que la croissance économique du Togo bénéficie à tous ses citoyens, en protégeant leur pouvoir d'achat et en garantissant l'accès aux biens essentiels, pour un avenir plus juste et plus prospère.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

| | Pays | Afrique de l'Ouest | Afrique subsaharienne |
|---|----------|--------------------|-----------------------|
| Population (NU, 2023) | 9,3 M | 446 M | 1,2 Md |
| Taux de croissance démographique (NU, 2023) | 2,3% | 2,3% | 2,6% |
| Population en 2050 (estimations NU, 2023) | 15,6 M | 735 M | 2,1 Mds |
| Taux de fertilité (NU, 2023)* | 4,2 | 4,4 | 4,3 |
| Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)** | 41 | 60 | 48 |
| Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)*** | 77,1 | 91,2 | 94,4 |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023) | 39,9% | 41,5% | 41% |
| Espérance de vie à la naissance (NU, 2023) | 62,7 ans | 58,3 ans | 62,1 ans |
| Part de la pop. urbaine (NU, 2023) | 44,5% | 49,5% | 43,1% |

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

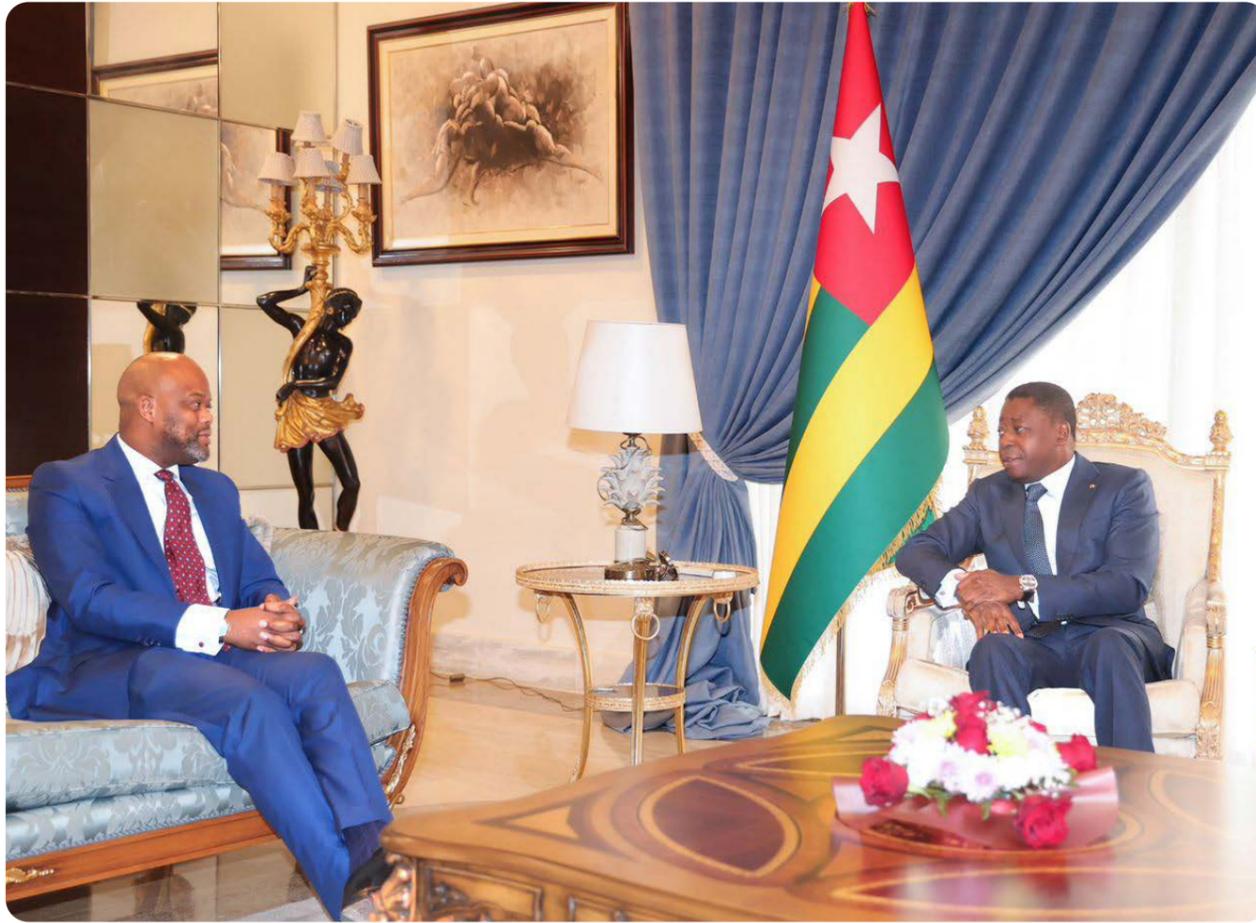
Mise en œuvre de la ZLECAF

Le forum Biashara Africa annoncé à Lomé en octobre

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu en audience ce mercredi 6 août 2025 à Lomé, Wamkele Mene, Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). L'audience a été l'occasion de saluer l'engagement du Togo en faveur de l'intégration continentale et de confirmer la tenue prochaine du forum Biashara Africa à Lomé.

• Joël Yanclo

Le Togo, un acteur dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Les échanges entre le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé et Wamkele Mene ont porté sur les avancées de la ZLECAF, les perspectives de renforcement de l'intégration et les efforts significatifs déployés par le Togo pour la mise en œuvre de cet agenda de l'Union africaine, indique la présidence du Conseil. Au cours de cette audience, le Secrétaire général Wamkele Mene a tenu à féliciter le Président du Conseil pour son soutien indéfectible à l'intégration économique du continent. Il a particulièrement mis en avant la volonté du Togo d'accueillir la troisième édition du forum Biashara Africa, un événement majeur consacré au commerce et à l'investissement de la ZLECAF, prévu en octobre prochain à Lomé. « Nous sommes reconnaissants que le gouvernement togolais ait accepté d'accueillir cette importante rencontre continentale », a-t-il déclaré. Monsieur Mene a également salué les efforts du Togo, qui s'est positionné comme l'un des premiers pays à intégrer concrètement les mécanismes de la zone de libre-échange. Il a souligné les atouts stratégiques du pays, notamment un port de classe mondiale et un hub de transport efficace pour l'Afrique de l'Ouest et la région cen-



trale, qui confèrent au Togo une position de choix pour tirer pleinement profit de la ZLECAF.

Un acteur proactif

La visite de Wamkele Mene et les éloges adressés au Togo ne sont pas le fruit du hasard. Ils témoignent d'une reconnaissance de l'engagement politique et de la vision stratégique du pays en matière de développement économique. En étant l'un des premiers à mettre en œuvre les mé-

canismes de la ZLECAF, le Togo envoie un signal fort de son leadership et de sa volonté de se positionner comme un partenaire fiable et un acteur proactif de l'intégration africaine. L'accueil du forum Biashara Africa à Lomé est une opportunité exceptionnelle pour le Togo. Il consolide non seulement sa crédibilité sur la scène continentale, mais offre aussi une plateforme pour attirer des investissements et mettre en avant ses infrastructures de qualité. Les infrastruc-

tures logistiques du pays, en particulier le port et l'aéroport, sont des atouts majeurs qui le désignent comme un hub idéal pour faciliter les échanges commerciaux au sein de la ZLECAF, transformant la vision d'un marché unique en une réalité opérationnelle. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est l'un des projets phares de l'Union africaine. Son objectif est de créer un marché unique de biens et de services sur l'ensemble du continent, afin de stimuler le commerce intra-africain et de réduire les barrières commerciales entre les pays membres. En éliminant ces obstacles, la ZLECAF vise à dynamiser les économies nationales, à créer des chaînes de valeur régionales et à renforcer la compétitivité de l'Afrique sur le marché mondial.



Le forum Biashara

est un événement dédié au commerce et à l'investissement en Afrique, organisé dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Le forum vise à créer une plateforme de dialogue entre les secteurs public et privé africains, les multinationales et les acteurs clés de l'économie pour stimuler le commerce intra-africain et le développement économique. La deuxième édition, Biashara Afrika 2024, s'est tenue à Kigali, au Rwanda, du 9 au 11 octobre 2024, sous le thème "Oser inventer l'avenir de la ZLECAF". Son objectif est de favoriser le dialogue et la collaboration entre les secteurs public et privé pour stimuler le commerce et l'investissement en Afrique, en particulier dans le contexte de la ZLECAF.

Afrika en bref

Le forum Biashara Afrika



Le Togo en chiffres

| | 2023 | 2024 |
|--|----------|----------|
| Croissance du PIB réel (FMI) | 5,6 % | 5,3 % |
| Croissance du PIB réel par habitant (FMI) | 3,1 % | 2,8 % |
| Taux d'inflation moyen annuel (FMI) | 5,3 % | 2,7 % |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI) | -6,7 % | -4,9 % |
| Dette publique (en % du PIB, FMI) | 68,0 % | 69,7 % |
| Recettes publiques (en % du PIB, FMI) | 19,8 % | 19,0 % |
| Solde courant externe (en % du PIB, FMI) | -2,9 % | -3,0 % |
| Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA) | 3,2 mois | 3,3 mois |

| | |
|---------------------------|-------------|
| PIB nominal en 2023 (FMI) | 9,1 Mds USD |
| Population en 2023 (FMI) | 9,1 M |
| PIB/hab en 2023 (FMI) | 1 001 USD |

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

- Agriculture
- Industrie
- Services

Source : tresor.economie.gouv.fr

Développement agricole

A Kara, la CCI-Togo s'engage pour le succès de l'agropole

En marge de son assemblée consulaire, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a organisé le 4 août 2025 une rencontre d'échanges autour du Projet de l'Agropole Pilote de Kara.



• Junior Aredola

L'objectif était de familiariser les opérateurs économiques avec les ambitions de ce projet structurant et d'identifier les contributions concrètes que le secteur privé peut apporter à sa réussite, marquant ainsi une étape importante vers la transformation agro-industrielle de la région. L'initiative a permis aux élus consulaires et opérateurs économiques de mieux appréhender les enjeux et les vastes potentialités de ce projet de transformation agroalimentaire, stratégique pour le développement agro-industriel de la région. Les participants ont d'abord pris connaissance du projet, présenté par les responsables de l'UGP-AK, qui ont détaillé son contexte, ses concepts, sa mise en œuvre, ses défis et ses perspectives. Les filières ciblées par l'agropole ont été spécifiquement mises en avant : le maïs, le riz, le soja, les poulets de chair, les noix de cajou et le sésame. Le président de la CCI-Togo, Kwassi Syménouh, a souligné que la délocalisation de l'Assemblée consulaire à Kara n'était pas un hasard, mais une démarche conforme aux textes de la chambre qui mettent l'accent sur le développement des régions. Il a insisté sur le rôle des opérateurs économiques comme relais d'information auprès des investisseurs nationaux et étrangers, les ex-

hortant à expliquer le concept de l'agropole et les opportunités qu'elle offre. M. Kwassi a réaffirmé la volonté du secteur privé d'accompagner ce projet vital pour le Togo, pays à forte vocation agricole. Le préfet de la Kozah, Colonel Jean Faré Bonfo, représentant le gouverneur de la Kara, a salué cette initiative, y voyant une preuve de la cohésion et de l'interdépendance entre l'administration publique et le secteur privé au Togo. Il a notifié que le secteur privé est devenu un allié stratégique dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques, programmes et projets.

Partenariat public-privé pour la transformation agro-industrielle

La rencontre de Kara illustre parfaitement la nécessité et l'efficacité d'un partenariat renforcé entre le secteur public et le secteur privé pour la réussite de projets de grande envergure comme l'agropole. En associant directement les opérateurs économiques à la compréhension et à la promo-

tion du projet, la CCI-Togo et l'UGP-AK créent une synergie indispensable. Le secteur privé, avec sa capacité d'investissement, son expertise en gestion et son réseau, est un moteur crucial pour la transformation des matières premières agricoles en produits à plus forte valeur ajoutée. L'identification des filières ciblées et la présentation des opportunités spécifiques pour le secteur privé sont des éléments clés pour attirer les investissements. Le rôle de la CCI-Togo comme "relais d'information" est vital pour sensibiliser les investisseurs aux potentialités de l'agropole. L'engagement du président de la CCI-Togo et du préfet de la Kozah souligne une reconnaissance mutuelle de l'importance de cette collaboration. Cette dynamique est essentielle pour surmonter les défis de financement, de gestion et de commercialisation, et pour garantir que les bénéfices de l'agropole se traduisent par une réduction de la pauvreté et une amélioration des revenus agricoles.



Dapaong

3ème session ordinaire du conseil régional des savanes

Le Conseil régional des Savanes a inauguré sa troisième session ordinaire de l'année 2025 le mardi 5 août à Dapaong. Pendant dix jours, les conseillers plancheront sur l'adoption du budget primitif 2025 et des réflexions approfondies sur des problématiques vitales telles que l'environnement, la filière coton, la sécurité alimentaire, la santé et la culture, affirmant ainsi leur engagement pour un développement ancré dans les réalités locales.

• Vivien Atakpabem

Conformément à l'article 244 de la loi sur la décentralisation et les libertés locales, le Conseil régional des Savanes a ouvert sa troisième session ordinaire de l'année 2025 à Dapaong. Cette session de dix jours sera consacrée à des thématiques essentielles pour l'avenir de la région. Au cœur des travaux figurent l'étude et l'adoption du budget primitif pour l'exercice 2025, un document clé pour la planification des actions futures. Les conseillers régionaux se pencheront également sur des problématiques environnementales critiques, reconnaissant l'urgence d'agir face aux défis écologiques locaux. La filière coton, secteur stratégique de l'économie régionale, fera l'objet d'une analyse approfondie, avec un accent sur ses enjeux de productivité, de durabilité et de compétitivité. La sécurité alimentaire sera également au menu des débats, avec la participation active de l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire au Togo (ANSAT), dans le but d'assurer la résilience des communautés. Des questions liées aux défis de santé, pilier du bien-être collectif, et à la valorisation de la culture, porteuse de cohésion, de paix et de développement, enrichiront les discussions. Le président du Conseil régional



des Savanes, Banlepo Nabaguedjoa, a souligné que cette session consolide « une dynamique d'actions, déjà bien enclenchée depuis le début de l'année ». Il a précisé que les thématiques abordées sont le reflet fidèle des aspirations des populations des Savanes, traduisant la volonté de bâtir un développement fondé sur les réalités locales et ouvert à l'innovation. M. Banlepo a également exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour sa vision éclairée et son attachement constant aux principes de décentralisation et de déconcentration. Pour sa part, le secrétaire général du gouvernement de la région des Savanes, Kegbero Latifou Seigneur, a rappelé aux conseillers régionaux leur devoir de porter la voix des populations et de transformer leurs aspirations en décisions. Il les a encouragés à mener leurs réflexions « dans un parfait esprit de responsabilité, d'ouverture et de cohésion », soulignant l'attente légitime des populations vis-à-vis de leurs déli-

bérations.

Au service d'un développement local intégré

L'ouverture de cette troisième session ordinaire du Conseil régional des Savanes est un indicateur fort de la vitalité de la décentralisation au Togo. En confiant aux élus locaux la responsabilité de débattre et de décider sur des sujets aussi variés et fondamentaux que le budget, l'environnement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la santé et la culture, le gouvernement togolais renforce la gouvernance de proximité. Cette approche permet d'adapter les politiques et les projets aux besoins spécifiques de la région, favorisant ainsi un développement plus pertinent et efficace. La diversité des thématiques à l'ordre du jour témoigne d'une vision intégrée du développement local. Il ne s'agit plus seulement de gérer des infrastructures, mais de prendre en compte l'ensemble des dimensions qui impactent le bien-être des populations.

Diplomatie parlementaire

Une délégation chinoise du Shandong en visite au Togo

Le Président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adedze a reçu lundi 04 août au siège de l'hémicycle à Lomé, une délégation chinoise de l'Assemblée populaire de la province du Shandong, en visite de travail au Togo. La rencontre, qui s'inscrit dans la dynamique de consolidation de la coopération parlementaire entre les deux institutions, marquait également une nouvelle étape dans les fréquentes concertations entre les autorités chinoises et togolaises.

Au cours des échanges, la délégation chinoise, conduite par le vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire, Fan Huaping, a présenté le point de la coopération sino-togolaise dans les secteurs de l'énergie, de la santé, de l'agriculture de l'économie et des infrastructures, depuis la tenue du neuvième Forum économique sino-africain (FOCAC 2024). Cette coopération devrait d'ailleurs être renforcée dans les prochains jours dans le domaine législatif et du contrôle de l'action gouvernementale.

Le Togo, qui souhaite s'inspirer des bonnes pratiques de l'Assemblée populaire de la province du Shandong pour redimensionner son administration parlementaire, entend en effet consolider ces échanges, afin de renforcer la mission des élus du peuple. Située à plus de 500 km de Pékin, la province du Shandong est l'une des plus anciennes régions culturelles du pays et l'une des trois provinces les plus riches de Chine, aux côtés du Guangdong et du Jiangsu. Selon les dernières

estimations, son Produit Intérieur Brut (PIB) a dépassé les 1400 milliards \$ en 2023, grâce notamment à une forte base industrielle (pétrochimie, construction navale, électronique, matériaux de construction), une agriculture moderne (blé, coton, fruits de mer) et une économie maritime développée. Il y a un an, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé avait effectué une visite dans la province, afin de rencontrer des investisseurs et opérateurs économiques.

(Togo Officiel)

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre *Site Web* et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo*, le journal des décideurs ...

Economie numérique

La Banque mondiale coprécide l'Alliance MADE : Afrique

Le Groupe de la Banque mondiale vient d'accepter la coprésidence de l'Alliance pour la mobilisation de l'accès à l'économie numérique - MADE (Mobilizing Access to the Digital Economy) : Afrique, aux côtés du Groupe de la Banque africaine de développement et de la société Mastercard qui jusqu'à présent en assumaient seules la coprésidence.

● Nicole Esso

L'initiative a été lancée pour faciliter l'accès numérique à des services essentiels à quelque 100 millions de personnes et d'entreprises en Afrique d'ici 2034. L'Alliance MADE : Afrique s'inscrit dans les efforts collectifs de ces trois grandes institutions visant à accélérer la numérisation en élargissant l'accès fiable et abordable à une connectivité haut débit et à des données sécurisées, et de veiller à ce que les différents services numériques fonctionnent ensemble de manière transparente au profit des utilisateurs. Le Groupe de la Banque mondiale apportera à cette initiative son expertise, ses connaissances fondées sur les données et son expérience au soutien d'une transformation numérique durable. « Le Groupe de la Banque mondiale est résolu à étendre l'accès numérique inclusif à toute l'Afrique, et le fait de rejoindre l'Alliance MADE appuiera les efforts visant à améliorer les moyens de subsistance, à autonomiser les communautés et à stimuler la croissance économique sur tout le continent », a déclaré Sangbu Kim, vice-président chargé



du Numérique à la Banque mondiale. « En mettant en commun notre expertise du numérique, nos connaissances à l'échelle mondiale et nos expériences à l'échelle locale, nous pouvons contribuer à un impact durable et transformateur. » L'Alliance MADE : Afrique cherche à prioriser les opportunités dans le secteur agricole, où les technologies numériques peuvent être de puissants catalyseurs du développement. Les « feuilles de route pour l'agriculture numérique », qui sont des plans d'action nationaux adaptés, soutenus par la Banque mondiale, permettront à davantage d'agriculteurs de bénéficier de l'Alliance MADE. « Deux des objectifs prioritaires du Groupe de la Banque africaine de développement sont "Nourrir l'Afrique" et "Améliorer la qualité de vie des populations africaines". L'Alliance MADE : Afrique nous rapproche de la réalisation de ces objectifs en

connectant les petits exploitants agricoles à des services numériques leur permettant d'augmenter leur production alimentaire, d'améliorer leur accès aux marchés, aux financements et bonnes pratiques agricoles, et donc d'accroître leurs revenus », a déclaré Mme Beth Dunford, vice-présidente chargée de l'Agriculture et du développement humain et social au sein de la Banque africaine de développement, qui vient d'engager 300 millions de dollars américains pour les cinq premières années du programme de l'Alliance MADE : Afrique. « Cette alliance réunit des partenaires qui sont complémentaires dans l'exécution de programmes ciblant les mêmes régions et communautés, ce qui nous permet d'amplifier notre impact », a indiqué Tara Nathan, fondatrice et vice-présidente exécutive de Community Pass, Mastercard.

Administration publique

Le Tchad mise sur le Burkina Faso pour la formation numérique de ses cadres

Avec la montée en puissance du numérique, le Tchad place le renforcement des compétences de ses cadres publics au cœur de sa stratégie pour moderniser l'administration et améliorer les services aux citoyens.

L'Agence de développement des technologies de l'information et de la communication (ADETIC) du Tchad a conclu un partenariat avec l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE), un centre privé de formation basé à Ouagadougou, au Burkina Faso. L'initiative vise à former les ressources humaines tchadiennes aux métiers du numérique et aux technologies avancées et émergentes. L'accord-cadre repose sur trois axes principaux, à savoir : la formation de cadres tchadiens dans les domaines de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes ; l'accueil de stagiaires burkinabè au sein de l'ADETIC ; et le développement de projets conjoints de recherche appliquée axés

sur la gouvernance numérique, l'innovation locale et le développement durable. Un protocole de collaboration distinct a également été signé entre l'École nationale supérieure des TIC (ENASTIC) du Tchad et 2iE, ouvrant la voie à des échanges académiques et à la co-construction de programmes. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la visite officielle du ministre tchadien des Télécommunications, de l'Économie numérique et de la Digitalisation de l'administration, Boukar Michel, à Ouagadougou. L'accord traduit une volonté de construire un capital humain apte à accompagner la modernisation de l'administration et à répondre aux exigences de l'économie numérique. En s'alliant à 2iE,

le Tchad entend accélérer la professionnalisation de ses talents, souvent limitée par l'insuffisance d'infrastructures de formation spécialisée sur le territoire national. Ce rapprochement intervient alors que de nombreux pays africains s'engagent dans des politiques de digitalisation de services publics. La réussite de ces réformes dépend en grande partie de la disponibilité de compétences techniques locales. Investir dans la formation de cadres qualifiés devient ainsi un enjeu stratégique pour des États comme le Tchad, confrontés à la fois à un déficit de ressources humaines spécialisées et à des besoins croissants en matière d'administration électronique.

Avec Agence Ecofin

Afrique de l'Ouest

L'IMAO mobilise les experts pour la mise en œuvre Bâle II/III

L'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) a réuni son Comité d'experts pour l'élaboration et la mise en œuvre du cadre de Bâle II/III dans les États membres.

● Wilson Lawson

L'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) a récemment convoqué une réunion de son Comité d'experts, composé de représentants des banques centrales de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria, du Nigéria et de la Sierra Leone. Lors de l'ouverture, Sullay Mannah, Directeur du Département des services juridiques, a salué l'engagement des experts à contribuer à cette initiative régionale majeure. Monsieur Mannah a souligné l'importance d'une mise en œuvre continue, rapide et cohérente des normes réglementaires bancaires de Bâle II/III. Selon lui, cette démarche est essentielle pour garantir des conditions de concurrence équitables entre les juridictions et assurer des fonds propres et des marges de manœuvre suffisants pour résister aux chocs futurs. Il a insisté sur le rôle crucial de la réglementation et de la supervision bancaires pour renforcer la résilience du système, ce qui, à son tour, favorisera la reprise économique des États membres de la ZMAO. La réunion a spécifiquement porté sur l'élaboration de stratégies de mise en œuvre du Pilier I du Cadre de Bâle II/III, avec l'objectif d'une mise en œuvre parallèle ou complète d'ici le 1er



janvier 2026. Les discussions ont également couvert l'élaboration du Cadre du Pilier II, qui inclut le Processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes (ICAAP) et le Processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (SREP). Ces éléments sont conçus pour évaluer de manière exhaustive tous les risques non couverts par le Pilier I (risques de crédit, de marché et opérationnels) afin de prévoir des fonds propres supplémentaires pour les risques importants. Les États membres ont été encouragés à solliciter l'assistance technique du Comité d'experts pour renforcer leurs capacités et les accompagner dans cette mise en œuvre, d'autant plus que beaucoup sont engagés dans des processus d'examen et de restauration des fonds propres suite à l'impact de la pandémie de COVID-19.

Stabilité financière régionale

L'initiative de l'IMAO de

pusher l'implémentation de Bâle II/III est un engagement crucial pour la stabilité financière de l'Afrique de l'Ouest. Ces normes internationales visent à renforcer la solidité des banques en exigeant des niveaux de fonds propres plus élevés et une meilleure gestion des risques. En adoptant ces cadres, les pays de la ZMAO cherchent à aligner leurs systèmes bancaires sur les meilleures pratiques mondiales, ce qui est fondamental pour attirer les investissements et garantir la confiance des marchés. La distinction entre le Pilier I (risques de crédit, de marché, opérationnels) et le Pilier II (risques non couverts par le Pilier I et évaluation interne des fonds propres) montre une approche holistique et proactive de la gestion des risques. Cela permet non seulement de couvrir un spectre plus large de vulnérabilités, mais aussi d'encourager les banques à développer leurs propres mécanismes d'évaluation des risques.

Ghana

Les PME redessinent l'emploi et l'innovation locale

Dans un contexte où l'Afrique cherche à renforcer ses moteurs internes de croissance, le Ghana parie sur ses petites entreprises pour créer de l'emploi, encourager l'innovation locale et consolider sa résilience économique.

Le pays traverse une phase décisive dans le développement de ses petites et moyennes entreprises (PME). Portées par des politiques publiques ambitieuses et des institutions telles que la Ghana Enterprises Agency (GEA), ces entreprises bénéficient désormais d'un environnement plus favorable à leur expansion. « Nous ne nous contentons pas de donner de l'argent puis de nous éloigner. Nous grandissons avec eux, en les accompagnant dans la gestion financière et le développement de leurs activités », déclare Margaret Ansei (photo), directrice générale de la GEA. L'accès facilité au crédit et aux formations spécialisées permet aux entrepreneurs d'innover et de mieux répondre aux besoins locaux. Les jeunes formés dans les



incubateurs tech sont mieux outillés pour concevoir des solutions numériques adaptées aux réalités africaines. Cette dynamique génère des emplois qualifiés, favorise l'élévation des compétences et réduit la dépendance aux exportations traditionnelles comme le cacao ou l'or. Malgré cette évolution, les PME ghanéennes continuent de faire face à plusieurs obstacles, notamment le manque d'accès au financement, des procédures administratives

complexes et une adoption encore limitée des outils numériques. Elles n'en restent pas moins le socle de l'économie nationale, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel, en absorbant la majorité de la main-d'œuvre active. Selon le ministère des Finances, une croissance de 5,8 % au premier semestre 2024, la plus forte depuis cinq ans, traduit la résilience du tissu entrepreneurial local. Elle repose également sur les réformes économiques engagées par le gouvernement. Les PME représentent aujourd'hui 92 % des entreprises du pays et contribuent à 70 % du PIB, d'après les données du Ghana Statistical Service (GSS). La suite dépendra de la capacité des acteurs publics et privés à consolider l'écosystème entrepreneurial.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 6 août 2025

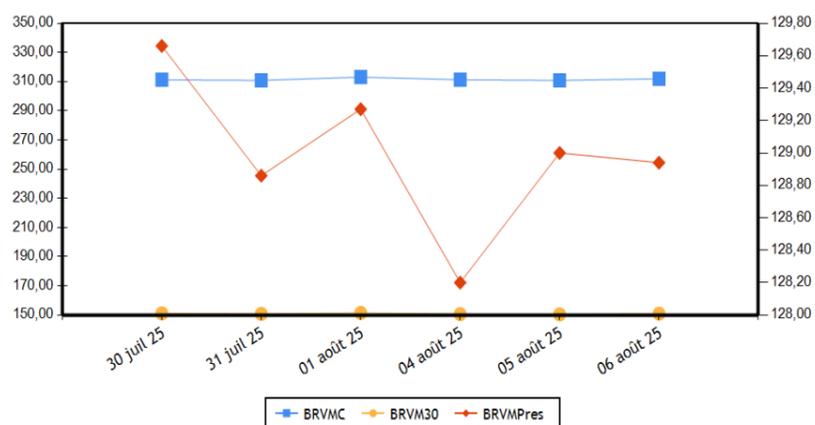
N° 148

| | |
|-----------------------|---------------|
| BRVM COMPOSITE | 311,95 |
| Variation Jour | 0,35 % |
| Variation annuelle | 13,02 % |

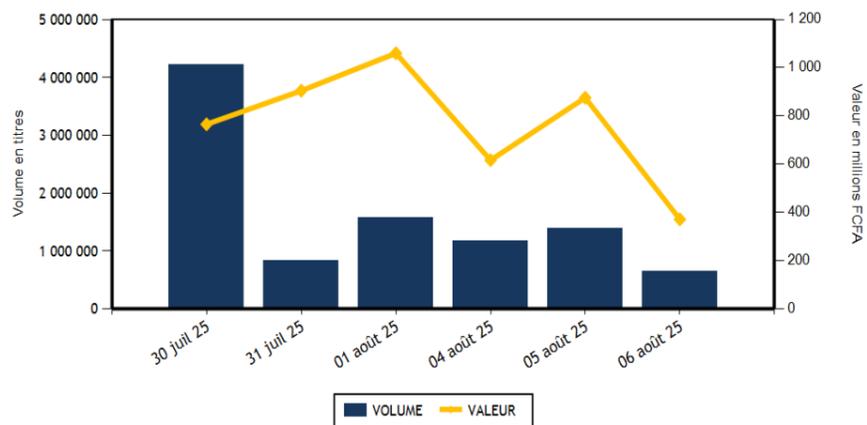
| | |
|--------------------|---------------|
| BRVM 30 | 150,98 |
| Variation Jour | 0,33 % |
| Variation annuelle | 8,82 % |

| | |
|----------------------|---------------|
| BRVM PRESTIGE | 128,94 |
| Variation Jour | -0,05 % |
| Variation annuelle | 12,28 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 12 027 475 254 837 | 0,35 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 655 296 | -52,88 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 371 510 046 | -57,56 % |
| Nombre de titres transigés | 45 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 21 | 40,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 10 | -44,44 % |
| Nombre de titres inchangés | 14 | 16,67 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 10 525 582 236 285 | 0,00 % |
| Volume échangé | 10 | -74,36 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 88 003 | -74,21 % |
| Nombre de titres transigés | 1 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 1 | |
| Nombre de titres en baisse | 0 | |
| Nombre de titres inchangés | 0 | -100,00 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|------------------------------------|-------|------------|----------------|
| SAFCA CI (SAFC) | 1 055 | 7,11 % | 46,53 % |
| ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT) | 16 | 6,67 % | 0,00 % |
| LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB) | 4 595 | 5,88 % | -2,85 % |
| SICABLE CI (CABC) | 1 300 | 4,00 % | 25,00 % |
| VIVO ENERGY CI (SHEC) | 1 080 | 3,35 % | 22,73 % |

PLUS FORTES BAISSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|------------------------------|--------|------------|----------------|
| SETAO CI (STAC) | 560 | -3,45 % | 24,44 % |
| AIR LIQUIDE CI (SIVC) | 540 | -1,82 % | 8,00 % |
| ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC) | 11 250 | -1,32 % | 27,91 % |
| ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC) | 14 000 | -1,06 % | -20,00 % |
| BIIC BN (BICB) | 5 250 | -0,94 % | |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 128,94 | -0,05 % | 12,28 % | 14 078 | 188 067 855 | 9,78 |
| BRVM-PRINCIPAL | 37 | 188,77 | 0,71 % | 36,68 % | 641 218 | 183 442 191 | 84,07 |

INDICES SECTORIELS ANCIENS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 11 | 262,61 | 0,24 % | 123,76 % | 5 947 | 35 169 445 | 234,66 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 704,20 | 0,39 % | -7,82 % | 11 074 | 133 651 235 | 9,60 |
| BRVM - FINANCES | 16 | 121,47 | 0,20 % | 19,38 % | 621 819 | 148 146 486 | 8,02 |
| BRVM - TRANSPORT | 1 | 352,47 | 0,00 % | 7,27 % | 854 | 1 229 820 | 4,57 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 321,44 | 0,62 % | 63,11 % | 5 404 | 32 882 815 | 10,37 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 364,57 | 0,52 % | 8,74 % | 7 634 | 11 536 425 | 39,95 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 2 | 641,57 | 5,11 % | -1,21 % | 2 564 | 8 893 820 | 11,84 |

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

| Base = 100 au 02 janvier 2025 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - TELECOMMUNICATIONS | 3 | 91,84 | 0,33 % | -8,16 % | 7 273 | 123 355 925 | 9,49 |
| BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE | 7 | 104,70 | 1,94 % | 4,70 % | 7 206 | 15 004 720 | 56,04 |
| BRVM - SERVICES FINANCIERS | 16 | 119,38 | 0,20 % | 19,38 % | 621 819 | 148 146 486 | 8,02 |
| BRVM - CONSOMMATION DE BASE | 9 | 216,86 | 0,31 % | 116,86 % | 6 465 | 52 845 460 | 199,86 |
| BRVM - INDUSTRIELS | 6 | 138,37 | 0,16 % | 38,37 % | 4 595 | 14 649 295 | 5,38 |
| BRVM - ENERGIE | 4 | 108,38 | 0,69 % | 8,38 % | 4 137 | 7 212 850 | 13,61 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 2 | 102,31 | 2,13 % | 2,31 % | 3 801 | 10 295 310 | 8,44 |

Défense

L'Espagne renonce à acheter des F-35 américains

Le choix du ministère de la Défense se portera sur des appareils européens, est-il précisé. La décision est qualifiée de « définitive ».

L'Espagne, qui prévoit d'acquérir plusieurs dizaines d'avions de chasse, a opté pour des appareils européens, a indiqué mercredi le ministère espagnol de la Défense. Ce choix a été fait au détriment des F-35 américains dont l'achat est aussi de plus en plus remis en question en Suisse. «Le choix de l'Espagne passe par l'actuel Eurofighter et le prochain FCAS», a indiqué à l'AFP le ministère dans une courte réponse, confirmant ainsi un article du quotidien madrilène «El País». Selon ce journal, qui cite des sources gouvernementales espagnoles, le gouvernement de gauche de Pedro Sánchez a «définitivement» renoncé à acheter des F-35, parce qu'il considère qu'une telle transaction serait «incompatible» avec sa décision de consacrer 85% des fonds supplémentaires dégagés à la défense à des équipements européens. Accroissement des tensions Ce choix affiché pour des appareils européens, s'il est confirmé, a le potentiel d'ac-



croître encore les tensions actuelles entre Washington et Madrid, qui ont souffert du refus de M. Sánchez, lors du dernier sommet de l'Otan, de s'engager à porter les dépenses militaires de l'Espagne à 5% de sa richesse nationale, comme le président américain Donald Trump l'a exigé des membres de l'Alliance. M. Sánchez avait annoncé peu avant que l'Espagne allait porter son budget de défense à 2% du PIB cette année. Dans son budget 2023, l'Espagne avait prévu un premier montant de 6,25 milliards d'euros pour

remplacer les appareils Harrier de la Marine et les F-18 de l'armée de l'Air. La publication britannique spécialisée Janes, généralement très bien informée, avait indiqué l'an dernier que Madrid envisageait de commander 50 unités du F-35, un avion fabriqué par la firme américaine Lockheed Martin. Trois pays européens (Allemagne, Espagne et France) sont impliqués dans le SCAF, un projet très ambitieux qui doit être développé par Dassault Aviation, Airbus et l'entreprise espagnole Indra Sistemas.

(AFP)

Le pari vert de la Guyane

Une énergie 100 % décarbonée d'ici 2027

La Guyane vise 100 % d'électricité renouvelable en 2027, et l'autonomie énergétique en 2030 avec l'ouverture d'une méga centrale au biocarburant.

Mise au vert. La Guyane vise 100 % d'énergies renouvelables dans son mix électrique en 2027. Mais aussi et surtout l'autonomie énergétique d'ici 2030, grâce notamment à une méga centrale électrique d'EDF au biocarburant importé qui sera mise en service en 2026. Un objectif réalisable alors que son mix électrique atteignait 73 % d'énergies renouvelables fin 2022, essentiellement du solaire et de l'hydraulique, selon un rapport parlementaire de 2023 consacré à l'aménagement du territoire guyanais.



Toujours plus vert

« Nous nous réjouissons d'avoir une PPE 100 % énergies renouvelables, c'est une performance à saluer dans les zones non interconnectées », déclare Arnaud Flament, représentant régional Guyane du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Mais l'organisation déplore un manque d'ambition sur l'autre volet de cette PPE : l'autonomie énergétique. « On pense que l'on aurait pu aller beaucoup plus loin en intégrant davantage de sources d'électricité renouvelables

endogènes sur un territoire au potentiel important, et ainsi limiter l'utilisation des bioliquides importés à leur strict minimum », souligne Arnaud Flament. La PPE, dont la phase de concertation s'est achevée le 10 mai, constitue l'outil de pilotage de la politique énergétique du territoire ultramarin. Il est co-élaboré par les services de l'État et les autorités locales pour une période de cinq ans, avec une vision sur 10 ans. Y sont inscrits les besoins en énergie et en moyens de production à horizon 2028 et 2033, corollaires du développement économique et infrastructurel de la Guyane, territoire qui a connu ces dernières années une des plus fortes croissances démographiques selon l'Insee.

Sécuriser le réseau par la centrale de Larivot

La PPE prévoit d'augmenter

d'ici 2033 la part du solaire (+61 mégawatts) qui fournit 7 % de la consommation électrique en 2024. La puissance garantie de la biomasse solide sera augmentée de 10MW, la valorisation des déchets entre +6,9MW et +12,9MW. 20 mégawatts fournis par l'énergie éolienne sont également envisagés, à condition que l'armée, qui protège le centre spatial avec ses radars, lève son veto. Mais elle table sur la centrale électrique EDF du Larivot et ses 120 MW pour sécuriser le réseau et tourner la page des coupures de courant. Ce projet de 700 millions d'euros - plus gros investissement actuellement en Guyane - est en cours de construction près de Cayenne après avoir été longtemps contesté en justice. La centrale du Larivot remplacera la vieille centrale thermique polluante de Degrad-des-Cannes.

(Avec AFP)

L'éco en bref

Les États-Unis annulent leur financement de plusieurs vaccins à ARN messenger

Le ministre de la Santé de Donald Trump, le vaccinologiste Robert Kennedy Jr., a annoncé que les États-Unis allaient cesser

de financer le développement de plusieurs vaccins à ARN messenger. « Nous avons examiné les données scientifiques, écouté les experts et nous agissons »,

a déclaré Robert Kennedy Jr., annonçant la fin de 22 investissements pour un montant total d'« environ 500 millions de dollars ». Ces financements portaient sur le développement de traitements contre la grippe aviaire ou encore la grippe porcine et étaient attribués à plusieurs grands noms de l'industrie pharmaceutique comme les entreprises Moderna, Pfizer et Sanofi.



Brésil : entrée en vigueur de 50 % de droits de douane

Les droits de douane de 50 % prévus sur les produits brésiliens sont entrés en vigueur mercredi à minuit, sept jours après la signature du décret par le président américain. Pourtant, le Brésil ne devait initialement pas être concerné par des droits de douane au-

delà du plancher général de 10 %. Mais le président américain reproche à la justice brésilienne de poursuivre



l'ex-président Jair Bolsonaro, accusé d'une tentative de coup d'État après sa défaite lors de l'élection présidentielle de 2022. Le Brésil a saisi ce mercredi l'OMC. Il s'agit de la première mesure prise par le gouvernement du président Luiz Inacio Lula da Silva depuis l'entrée en vigueur des surtaxes.

Apple promet 100 milliards de dollars d'investissements supplémentaires aux États-Unis

Le géant de la tech Apple va augmenter de 100 milliards de dollars ses investissements prévus aux États-Unis, lesquels se monteront à 600 milliards sur quatre ans au total, selon

un haut responsable de la Maison-Blanche à l'AFP,



confirmant des informations de presse. L'annonce officielle doit être faite à 16H30 locale (22H30, heure de Paris) à la Maison-Blanche en présence de Donald Trump.

Incendie en France : l'UE « prête à mobiliser » des moyens

Le plus gros incendie de l'été en France a déjà parcouru 16 000 hectares de végétation en 24 heures dans l'Aude, où il a fait un mort, un blessé grave et un disparu. C'est « une catastrophe d'ampleur inédite »,

a déclaré sur place François Bayrou. De son côté, l'Union européenne se tient « prête » à venir en aide à la France, a affirmé mercredi la commissaire européenne chargée des situations de crise, Hadja Lahbib. L'UE est « prête à mobiliser » des moyens, « si

nécessaire » a-t-elle indiqué.



Trump annonce des droits de douane supplémentaires de 25 % sur l'Inde

La sanction est tombée : Donald Trump a signé un décret ajoutant 25 % de droits de douane sur les produits indiens, « en réponse à l'achat continu de pétrole russe », une source de revenus essentielle pour Moscou, a annoncé la Maison-Blanche sur un de ses comptes X. Cette

nouvelle surtaxe vient s'ajouter à celle de 25 % qui doit



entrer en vigueur jeudi, en même temps que les droits de douane que Trump présente comme « réciproques », et ne sera effective que dans 21 jours, selon le décret. Elle ne s'appliquera pas sur un certain nombre de produits, ce qui vient en réduire sensiblement la portée.

Sélection latribune.fr

Hiroshima, 80 ans après

Un « véritable changement » est nécessaire pour mettre fin à la menace nucléaire

Le monde a changé à jamais il y a 80 ans ce mercredi, lorsque les États-Unis ont largué une bombe atomique sur la ville japonaise d'Hiroshima pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est la première fois qu'une arme atomique a été utilisée en temps de guerre.

Bien que la ville ait été reconstruite, le conflit nucléaire demeure une menace mondiale, a déclaré Izumi Nakamitsu, Haute-Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, lors d'une allocution prononcée au Mémorial de la paix d'Hiroshima, mercredi. Des survivants, des membres de leurs familles et des représentants d'organisations internationales et de 120 pays figuraient parmi les quelque 55.000 personnes présentes à la cérémonie, selon le cabinet du Premier ministre japonais.

Se souvenir des morts, honorer les survivants

« En ce 80e anniversaire, nous nous souvenons de ceux qui ont péri. Nous sommes solidaires des familles qui portent leur mémoire », a déclaré Mme Nakamitsu, lisant un message au nom du Secrétaire



général des Nations Unies, António Guterres. Elle a rendu hommage aux hibakusha – terme désignant les survivants d'Hiroshima et du bombardement atomique de Nagasaki trois jours plus tard – « dont les voix sont devenues une force morale pour la paix ». « Bien que leur nombre diminue chaque année, leur témoignage – et leur message éternel de paix – ne nous quitteront jamais », a-t-elle dit.

Devoir de protéger

Mme Nakamitsu a souligné que 2025 marque également les 80 ans de la fondation de l'ONU. En mai, des jeunes arbres issus des graines d'un plaqueminier ayant survécu aux bombardements ont été

plantés au siège de l'ONU à New York. « Ils sont plus que des symboles de survie », a-t-elle dit. « Ils sont des témoignages vivants de la force de l'esprit humain et de notre devoir commun de protéger les générations futures des horreurs de l'anéantissement nucléaire ». De plus, l'anniversaire de l'ONU rappelle la raison d'être de sa création : prévenir la guerre, défendre la dignité humaine et garantir que les tragédies du passé ne se reproduisent plus. « Pour-



tant, aujourd'hui, le risque de conflit nucléaire s'accroît », a averti Mme Nakamitsu. « La confiance s'érode. Les divisions géopolitiques se creusent. Et les armes mêmes qui ont causé tant de ravages à Hiroshima et Nagasaki sont une fois de plus utilisées comme des outils de coercition ». Lors de la cérémonie, le maire d'Hiroshima, Kazumi Matsui, a mis en garde contre l'acceptation croissante des armes nucléaires, selon les médias. Il a cité



en exemple les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient. Pourtant, des signes d'espoir sont apparus, selon la responsable du désarmement de l'ONU.

Abolir les armes nucléaires

En octobre dernier, le groupe antinucléaire japonais Nihon Hidankyo, qui représente les survivants des bombardements, a reçu le prix Nobel de la paix 2024. Cette annonce a été faite quelques semaines seulement après l'adoption du Pacte pour l'avenir par les

pays réunis à l'ONU, réaffirmant leur engagement en faveur d'un monde sans armes nucléaires. Mme Nakamitsu a insisté sur le fait que « les engagements doivent conduire à un réel changement en renforçant le régime mondial de désarmement, en particulier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, complété par la dynamique créée par le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ». Elle a exhorté les pays à s'inspirer à la fois de la



résilience d'Hiroshima et de la sagesse des hibakusha. « Œuvrons à éradiquer la menace des armes nucléaires en éradiquant les armes elles-mêmes », a-t-elle déclaré.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Taureau Les influences planétaires favoriseront les transactions financières importantes. Si vous devez effectuer des placements ou réaliser une opération immobilière, vous serez très bien inspiré aujourd'hui.

Gémeaux D'intéressantes perspectives d'un accroissement de votre patrimoine pourraient se dégager pour vous. Mais ne vous réjouissez pas trop vite de ces facilités pour gagner de l'argent, car vous serez en même temps obligé d'en dépenser beaucoup. Quoi qu'il en soit, vous serez gagnant !

Cancer Méfiez-vous de l'imprévoyance ! Surveillez de très près vos comptes et vérifiez que vous avez bien payé vos impôts et autres charges. Sans quoi, vous pourriez recevoir une grosse tuile sur la tête, car les astres ne vous feront pas de cadeau.

Lion Avec Neptune en cet aspect, vous n'aurez aucun problème important à craindre sur le plan financier, mais vous ne pourrez pas non plus compter sur un coup de chance pure pour faire de vous un milliardaire. Ce sera à vous de gérer au mieux votre budget, ce que vous ferez d'autant plus facilement que Saturne ne vous inclinera pas à la dépense.

Vierge Les influx astraux permettront d'espérer un accroissement de vos revenus. Vous le devrez en particulier aux investissements liés à votre outil de travail ou à votre ouverture à des technologies de pointe.

Balance Vous serez à l'abri de problèmes pécuniaires graves, mais en même temps vous ne bénéficierez pas de coups de chance inespérés. Vous récolterez ce que vous aurez semé : un bel équilibre financier si vous gérez sagement votre budget, et quelques problèmes passagers si vous manquez de prudence.

Scorpion Si vous êtes sur le point d'effectuer une importante transaction immobilière, vérifiez soigneusement que tout est bien en règle et qu'il n'y a aucun vice de forme. Vous éviterez ainsi une mauvaise surprise.

Capricorne Les planètes qui influencent l'un de vos secteurs d'argent devraient cette fois vous aider à réaliser des opérations financières importantes. Vous pourrez en effet compter sur le soutien de Neptune et d'Uranus. Mais attention : autant le Ciel semble vous promettre des opportunités intéressantes, autant, si vous manquez de prudence ou de jugeote, vous pouvez gâcher vos chances. Prenez le temps de bien réfléchir avant de prendre des décisions importantes.

Sagittaire Sous l'influence d'Uranus, certains de vos projets financiers pourront être remis en question. Pour la plupart d'entre vous, il s'agira simplement de modifications mineures à apporter à un projet concernant un achat, un placement ou un investissement. Mais quelques natifs du signe pourront être dans l'obligation de tout revoir au dernier moment, alors qu'ils pensaient avoir enfin bouclé une opération financière importante. A vous de mesurer les risques.

Verseau Vous aurez tendance à voir trop grand en matière de finances. Etudiez à fond les propositions que l'on vous fait : elles sont moins lucratives qu'elles ne le paraissent et vous entraîneraient beaucoup trop loin. De même, évitez les dépenses somptuaires ; dans votre situation présente, elles sont inutiles et ne vous apporteraient que des inconvénients.

Poisson Uranus, bien positionné dans votre Ciel, vous portera chance. Ce sera le moment d'effectuer d'importantes transactions. Vous pourrez aussi faire fructifier vos ressources. Si vous avez le problème de recherche d'un logement, le moment sera idéal pour le résoudre.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0650/07/09/2022/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

IMPACT 2030

Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Camp des presbytres du Togo**Les membres appelés à être toujours éveillés et vigilants**

Les presbytres de l'Eglise évangélique presbytérienne du Togo ont été appelés, le dimanche 3 août à Kpalimé, à être toujours éveillés et à accomplir leur devoir en se basant sur la Bible, la constitution de l'EEPT et le règlement intérieur de l'Union des Presbytres. C'était lors du culte apothéose du 1er camp des presbytres du Togo, couplé du 25ème anniversaire de l'Union des Presbytres de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo (UPEEPT) qui s'est tenu du 31 juillet au 3 août.

S'inspirant des textes du jour, livre de 1 Rois 19, 9-13 ; Romains 9, 1-5 ; et Matthieu 14, 20-33, le Pasteur Adah Kodzo, directeur de l'éducation chrétienne par intérim a exhorté les fidèles à faire confiance en le Seigneur en toutes circonstances. Il a précisé que la foi en le Seigneur et les actions conjuguées amèneront une transformation positive à la gloire du Seigneur quelle que soit la durée des circonstances et les difficultés qui l'ont jalonnées. Outre le culte d'action de grâce, deux thèmes ont soutenu cette rencontre. « La préservation de la création : mission du presbytre » et la « collaboration entre le clergé et le presbytre ». Les presbytres ont participé durant leur séjour à un concert spirituel. Des distinctions honorifiques ont été décernées aux anciens présidents nationaux et régionaux de l'Union durant le culte pour leur rôle dans la gestion des affaires de l'église. Certains presbytres ont été également récompensés. Il faut rappeler aussi que pour marquer cet événement, des manguiers



ont été mis en terre dans la cour du Collège protestant de Kpalimé avant le démarrage du culte apothéose. Le secrétaire synodal de l'EEPT, Pasteur Kodzo Ametowu Honoré Ewovor a rappelé que sans les presbytres, l'EEPT n'est plus complète, précisant que cela souligne l'importance du corps des presbytres pour l'église. Il a précisé que l'une des forces que Dieu accorde à l'EEPT est le rassemblement. Aussi a-t-il invité les fidèles à faire en sorte que les rassemblements soient pour eux des moments de bénédictions, de comunions fraternelles, de recueillement au pied du Seigneur pour écouter sa voix. « Positivons nos rassemblements, parce que le Seigneur s'en serve pour manifester sa gloire », a-t-il souhaité. Le président de l'UPEEPT,

Attigan Kokou Louis Agbésignalé a invité les presbytres à être toujours éveillés et à accomplir leur devoir en se basant sur la Bible, la constitution de l'EEPT et le règlement intérieur de l'Union des Presbytres. Le président a demandé aux presbytres de bannir l'absentéisme de leurs différentes rencontres et surtout aux retraites spirituelles. Pour le réaliser, leur dit-il, ils ont besoin de l'Esprit saint comme guide. « Nous avons une mission de gestion. Il nous faut la fidélité, être des vrais serviteurs ». M. Attigan les a conviés à méditer ce verset de l'Apôtre Paul dans I Cor 4, 1 qui dit : « Ainsi, qu'on nous regarde comme des serviteurs de Christ, et des dispensateurs des mystères de Dieu » a-t-il confié.

Avec ATOP/AYH/KYA

Equestre**Le club des nations du Togo s'offre la coupe horse-ball**

Le club des nations du Togo s'offre la coupe du tournoi de horse-ball organisé par la Fédération des sports équestres du Togo (Fe.S.E.T) en s'imposant en finale devant Maestro hippique club sur un score de 1 tir au but contre 0, disputée le dimanche 3 août à Lomé. A la fin du temps réglementaire le score était de zéro but partout.

Les joueurs de Maestro hippique club qui participent pour la première fois à ce tournoi abordent cette finale sans round d'observation et en affichant leur volonté de remporter cette rencontre. C'est sans compter sur les joueurs du club des nations du Togo déterminés à faire preuve de club ancien et techniquement expérimenté pour dominer la partie. La rencontre était serrée qu'aucune des deux équipes n'a marqué de but jusqu'à la pause (0-0). De retour des vestiaires, malgré l'engagement et la rage de vaincre des deux équipes, aucun but n'a été inscrit durant la rencontre. Le marquoir est ainsi resté vierge jusqu'au sifflet final de la rencontre (0-0). Les équipes étaient obligées de se livrer à un examen de tir au but. A cet exercice, les joueurs du club des nations du Togo ont été



plus adroits, en réunissant 1 tir contre 0 pour Maestro hippique club. Le club des nations du Togo remporte donc cette finale sur un score de 1 but contre 0. Hyman club de Lomé occupe la troisième place en battant le club hippique de Sarakawa (4-3). Le club vainqueur a obtenu des médailles en or, des T-shirts, un bon de natation, une enveloppe de 200.000F CFA et la coupe. Le club finaliste a eu droit également à un bon de natation, à des T-shirts, à des médailles d'argent et à une enveloppe de 75.000F CFA,

tandis que le club classé troisième a bénéficié de tous ces prix excepté une enveloppe et la coupe. Ce tournoi organisé par la Fe.S.E.T, a permis non seulement de promouvoir la discipline, peu méconnue par la population, mais de sélectionner les meilleurs cavaliers devant prendre part à une prochaine compétition internationale. Pour le président de la Fe.S.E.T, Téouri Hyman, c'est une très belle compétition et de haut niveau, qui vient d'achever, en témoigne la finale qui a été âprement disputée. « L'objectif est atteint, puisse que tous les clubs de Lomé ont pris part à ce tournoi et que des représentants des clubs de l'intérieur y ont assisté. Les clubs sont satisfaits de l'organisation de cette compétition et tous les sponsors et partenaires aussi », a indiqué le président.

Avec ATOP/AR

FC Barcelone**Joan Laporta veut déjà en découdre avec le PSG !**

Dans un entretien, le patron du FC Barcelone s'est exprimé sur le Paris Saint-Germain, et a clairement exprimé son désir d'avoir un choc entre les deux clubs lors de la saison à venir.

La saison dernière, le Paris Saint-Germain a choqué l'Europe. En plus d'avoir remporté la Ligue 1 et la Ligue des Champions haut la main, les Parisiens ont séduit tout le monde grâce à leur équipe particulièrement bien rodée et un contenu proposé qui a régalé les amateurs de foot aux quatre coins du monde. Pour beaucoup, le PSG, en plus d'être l'équipe la plus forte en termes de niveau pur, était aussi celle proposant le plus beau football. Avec un seul autre prétendant à ce statut honorifique : le FC Barcelone. Même si les Catalans ont pris la porte en demies face à l'Inter, les hommes d'Hansi Flick ont aussi offert de véritables démonstrations de football offensif tout au long de la saison, portées par des individualités à un excellent niveau à l'image de Pedri, de Lamine Yamal ou de Raphinha. Beaucoup de fans barcelonais estiment même qu'en cas de finale entre les deux clubs, c'est le champion d'Espagne qui l'aurait emporté... Chacun aura son avis, mais ce qui est sûr, c'est qu'à Barcelone on a envie de se mesurer à l'équipe de Luis Enrique.

**Les deux meilleures équipes du monde pour Laporta**

Dans un entretien accordé à CNN, le président du Barça Joan Laporta a encensé le PSG mais a aussi affiché son envie de voir son club affronter les Parisiens. « Je pense qu'il y a deux équipes au-dessus. Le PSG a été très bon l'an dernier, avec la Ligue des Champions et la Ligue 1, et ils ont offert un très bon football. Ils ont un très bon coach, de très bon joueur, c'est une très bonne équipe. Malheureusement, nous n'avons pas pu jouer contre eux. C'est un match que le monde du football attend, on était les deux équipes les plus compétitives et les plus en forme la saison dernière. J'espère que cette saison on pourra jouer contre eux cette saison pour savoir

quelle équipe est la meilleure », a lancé le sulfureux dirigeant catalan, en pleine galère avec l'enregistrement des joueurs en Liga en ce moment. « En respectant les autres clubs, d'autres vont peut-être exploser, mais tous les gens qui aiment le foot disent que l'an dernier le PSG et le Barça ont proposé le meilleur foot du monde. Nous n'avons pas pu jouer le Mondial des Clubs, ni la finale de Ligue des Champions contre eux, peut-être qu'avec le nouveau format de la Ligue des Champions ça arrivera. (...) Je suis sûr que même Ceferin aimerait voir cet affrontement et qu'on aura l'opportunité de le voir cette saison », a-t-il ajouté, félicitant le président de l'UEFA pour ce nouveau format qu'il juge séduisant.

Avec footmercato.net

Naples**Kevin De Bruyne impressionne déjà toute l'Italie**

Après des années passées à Manchester City, Kevin De Bruyne s'est offert une nouvelle expérience en Italie. À peine arrivé à Naples, le maestro belge impressionne déjà et compte bien imprimer sa marque sur la Serie A.

Kevin De Bruyne n'a pas mis longtemps à imprimer sa marque en Italie. Arrivé cet été à Naples, l'ancien maître à jouer de Manchester City a apporté avec lui un mélange de sérénité, de professionnalisme et d'humilité qui frappe déjà les observateurs de la Serie A. « La mission de Kevin De Bruyne pour la Squadra Azzurra c'est : "Ici pour gagner". Il est immédiatement devenu la star de l'équipe. Les fans font la queue pour une photo avec lui. Dès les dernières séances d'entraînement, son étoile s'est illuminée, notamment grâce à l'entente croissante (sur et en dehors du terrain) avec ses nouveaux coéquipiers. KDB donne l'impression d'être presque prêt à s'élancer de manière décisive », clame déjà La Repubblica. De son côté, Il Corriere della Sera salue le leadership du Belge : « Dès ses premières séances d'entraînement, De Bruyne s'est imposé comme un titu-



laire évident. Avant même le coup d'envoi, il s'est rendu sur le site pour saluer personnellement chaque membre du staff et de l'équipe, affichant d'emblée son autorité naturelle et son caractère bienveillant. » Pour Il Mattino, Kevin De Bruyne est déjà « le nouveau roi de Naples ». Mais dans un entretien au Corriere dello Sport, paru ce mercredi 6 août, le Belge a balayé les éloges avec détachement : « je ne suis pas un roi, juste un footballeur ». Tout en assumant son rôle de cadre dans un groupe où il évolue aux côtés de figures comme Di Lorenzo ou Romelu Lukaku. Derrière cette modestie affichée, l'ambition est bien là. De Bruyne, qui a soupesé le projet napolitain en famille avant de signer, n'a pas fui la difficulté. Pour lui, Naples est à la fois un choix

de vie, un défi sportif et une vraie opportunité de marquer une nouvelle page de sa carrière. « Probablement le Scudetto, oui », glisse-t-il en évoquant le trophée qu'il rêve d'ajouter à sa collection déjà bien garnie. Sous les ordres d'Antonio Conte, De Bruyne découvre une autre rigueur. Lui qui a évolué des années sous Guardiola admet des différences de méthode : plus de structure, plus de travail mental, une approche collective assumée. « C'est dur, très différent de l'Angleterre... mais je suis content de ce que nous faisons », lâche-t-il. Et ajoute : « Pep est probablement un peu plus structuré dans le jeu et se concentre beaucoup sur la mentalité. Pep travaille davantage sur la zone. Il y a quelques différences, mais chaque entraîneur a ses propres principes et caractéristiques »

Avec footmercato.net

Le saviez
vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



| www.boatogo.com